Humeurs – L’Affaire Amin Maalouf-Israël-24 enflamme le Liban par : Richard Labévière

Récemment l’écrivain franco-libanais Amin Maalouf, auteur de très nombreux romans dont « Les croisades vues par les Arabes », « Samarcande », « le périple de Baldassare », et membre de l’Académie française, était interviewé par la chaine de propagande sioniste i24. Cette interview a fait l’objet de très nombreuses réactions au Liban et dans le monde arabe. Dans ce texte, Richard Labévière revient sur ce qui justifie ces réactions et « salue la vigilance mémorielle et politique des Libanais ».

Le quotidien libanais *Al-Akhbar* du 7 juin publie en dernière page un éditorial au canon : *Amin Maalouf, Léon l’Israélien ?* D’autres médias, plusieurs revues littéraires et associations d’écrivains libanais sont également montés au créneau accusant à mots plus ou moins couverts l’écrivain libanais (membre de l’Académie française) de… trahison !

En effet, le 2 juin dernier Amin Maalouf était l’invité – en direct – de la chaîne de télévision israélienne I-24, répondant pendant 34 minutes aux questions d’ « une speakerine hystérique », selon les mots du grand quotidien. En effet, la présentatrice du magazine culturelle de la chaine communautaire semblait ne pas en revenir de ceinturer ainsi une telle prise de guerre : le seul écrivain arabe parmi les Immortels qui surveillent la langue française depuis que Richelieu leur en a confié la mission. C’est dire !

Pauvre Richelieu ! Aurait-il pu imaginer que son Académie soit

à ce point submergée par le déshonneur, l'*orwellisation* de la pensée et de la morale. Alors que l'Académie française lui ouvrait ses portes, Georges Bernanos – le défenseur des Républicains espagnols qui s'opposera à Vichy et au fascisme – répondait : « quand je n'aurai plus qu'une paire de fesses pour penser, j'irai l'asseoir à l'Académie… » N'est pas Bernanos qui veut ! Mais pourquoi cette prestation lamentable de l'auteur des *Croisades vues par les Arabes* est-elle grave à ce point de déclencher une telle réaction ? Trois séries de raisons doivent être – ici – rappelées pour saluer la vigilance mémorielle et politique des Libanais qui ont été scandalisés par l'interview d'Amin Maalouf.

La première relève de la loi. Deux lois libanaises majeures cadrent les relations spécifiques avec Israël, à côté du code pénal qui, lui s'intéresse à l'ennemi en général. Il faut d'abord rappeler que la convention d'armistice du 23 mars 1949 n'avait ni force, ni valeur d'une reconnaissance de l'Etat d'Israël par le Liban. Ensuite, l'accord de paix du 17 mai 1983 (auquel Amin Maalouf a collaboré directement) a été annulé par la loi numéro 25/1987 du 15 juin 1987. Enfin, un deuxième texte législatif, baptisé « loi du boycott d'Israël », datant du 23 juin 1955, porte sur les matières civiles et commerciales. Les articles du code pénal DL-340 (1 mars 1943) – inscrits sous chapitre des « crimes commis contre la sécurité extérieure de l'Etat » -, traitent de la trahison, de l'espionnage et des liens illicites avec l'ennemi. Enfin, le droit qui émane de la convention de la Ligue arabe interdit les rencontre avec des Israéliens.

Deuxièmement : que l'auteur des *Identités meurtrières* prenne ainsi la liberté de passer outre les lois de son pays natal relève d'une responsabilité dont il aurait certainement à répondre un jour ou l'autre. Mais en parlant tous sourires (tellement mièvres) aux caméras d'une chaine proto-israélienne, il passe du plan juridique de l'indignité nationale à celui de l'anéantissement moral. En effet, comment

accepter de parler à des gens qui font quotidiennement l'apologie d'une armée israélienne qui, en juillet 2006 encore, détruisait la quasi-totalité des infrastructures du Liban en tuant plus d'un millier de civils ?

Le troisième égarement de l'auteur de *Léon l'Africain* est, sans doute le plus consternant encore parce qu'il cède autant aux facilités de l'arrivisme le plus caricatural qu'à celles d'une trahison politique affichée. *Al-Akhbar* encore : « Amin Maalouf sacrifie ainsi son image d'écrivain aimé des Arabes qui étaient fiers de lui, le lisant avec plaisir et passion. Certains rêvent que les créateurs soient ainsi obligés de passer par la case Israël et recevoir l'onction de Bernard-Henri Lévy pour exister… Mais, c'est Amin Maalouf ! Que fait-il là devant cette caméra-là, comme un élève poli et docile subissant l'interrogatoire d'une speakerine israélienne ? Dans quel but ? » Boudiné dans son costume d'académicien trop serré, Maalouf n'a certainement plus de soucis de fin de mois, mais il doit faire acte d'une allégeance – immortelle elle-aussi – à ses pairs tels Jean d'Ormesson ou Marc Lambron, ainsi qu'à ceux des éditions Grasset, très pro-israéliennes, elles-aussi.

I-24 ou la voix de l'occupation israélienne et de la colonisation

S'est-il seulement demandé de quoi *Israël-24* est le nom ? Lancée par un ancien rond de cuir de cabinet ministériel – Frank Melloul – parti de *France-24* (avec les recettes de cuisine de ce média de l'audiovisuel public extérieur), *Israël-24*est une chaine de télévision spécialisée dans la communication complaisante de l'Etat d'Israël, du Likoud, de la colonisation, de l'occupation et de la répression quotidienne des territoires palestiniens occupés. Financée par le milliardaire franco-israélien Patrick Drahi (14 milliards selon *Forbes*) – qui a racheté SFR,*L'Express* et *L'Expansion*, entre autres -, *Israël-24* s'est dernièrement illustrée par une série de licenciements abusifs pas très glorieux… Amin,

vraiment renseigne-toi un peu pour savoir à qui tu parles ? Et concentre-toi sur ton travail d'écrivain trop négligé ces derniers temps. La littérature, parlons-en tout de même…

Le Rocher de Tanios lui est-il tombé sur la tête ? Amin Maalouf, qui se demande toujours s'il ne rêve pas, si c'est bien lui qui est assis dans le fauteuil 29, sous la coupole parmi les Immortels, vient de leur consacrer… un livre. Fallait-il vraiment être en panne d'inspiration et n'avoir jamais lu une ligne de Georges Bernanos ? Il paraît qu'à force de publicité grasset-touillette, le livre fait un tabac ! A voir… Le précédent – *Les Désorientés* – racontait les amours lycéennes un peu bébêtes d'adolescents beyrouthins pris au piège de la guerre civilo-régionale de 1975. On n'apprenait pas grand chose sur les adolescents, encore moins sur le Liban et la guerre civile, parce que le propos se voulait déjà consensuel : ni bons, ni méchants, mais que la guerre est vilaine et que la paix c'est bien mieux… Franchement, on est loin des *Croisades vues par les Arabes*et des *Identités meurtrières*. La reconnaissance sociale mérite certainement quelques concessions majeures, mais comme le laisse entendre Pierre Abi-Saab – le chef des pages culture d'*Al–Akhbar* -, celles-ci ne font pas forcément de la bonne littérature !

Alors, un prochain livre peut-être sur le monde merveilleux des télévisions communautaires ? Celles qui veulent aussi la paix en glorifiant les faits d'armes des « armées de défense » contre des populations civiles… Adieu Amin ! On préfère t'abandonner à ton refuge de l'île de Ré, te laisser brasser de l'air avec ton épée d'Immortel en carton. Quand on songe que tu participes aussi à la révision du dictionnaire de la langue française, on est un peu mélancolique…

Richard Labévière

Valls en pélerinage sioniste

« Par ma femme je suis éternellement lié à Israël » disait le premier ministre Manuel Valls. Aux relations historiques fortes entre les socialistes français et l'Etat sioniste, s'ajoute aujourd'hui une dimension affective, voire passionnelle lorsque le Président F. Hollande déclare son amour pour l'Etat Israélien. La visite de Manuel Valls en «Israël » s'inscrit ainsi dans un cadre politique où la France a affiché son soutien inconditionnel et multidimensionnel à l'Etat colonie israélien. Comment alors comprendre les propos de M. Valls sur l'arrêt de la colonisation et l'initiative française pour la paix ?

Il y a d'abord la logique opportuniste qui pousse M. Valls à s'assurer du soutien du lobby sioniste en France dans la perspective des élections présidentielles de 2017. Ensuite, et plus fondamentalement, le discours sur l'arrêt de la colonisation et l'initiative française pour la paix s'intègrent parfaitement dans une stratégie sioniste dont personne n'est dupe, et encore moins le peuple palestinien. Cette stratégie consiste à inviter les palestiniens dans des conférences sur la paix pour faire traîner leurs revendications. L'objectif est clair : il s'agit de gagner du temps pour que la colonisation s'intensifie, et mettre ainsi les Palestiniens devant le fait accompli.

Des accords d'Oslo en 1993 à l'initiative française pour la paix en 2016, les gains politiques ont toujours été faibles pour les Palestiniens. La paix tant recherchée est en réalité la paix sioniste qui signifie tout simplement la disparition de la Palestine. Mais face à cette stratégie, il ne reste pour les Palestiniens que la résistance. Une stratégie gagnante puisque le projet sioniste d'éradication du peuple palestinien

a échoué.

A cette occasion, le Comité Action Palestine dénonce cette hypocrisie et rappelle son soutien inconditionnel à la résistance palestinienne qui est la seule voie possible pour la libération de la terre arabe de Palestine et le retour des réfugiés dans leurs foyers.

Comité Action Palestine (24 mai 2016)

Cause palestinienne en France : une nouvelle voie extrapartisane possible ?

Cause palestinienne en France : une nouvelle voie extrapartisane possible ?

La conception de la solidarité est aujourd'hui largement déterminée par une posture morale qui réduit la cause d'un peuple à une simple question humanitaire.

Lina KENNOUCHE | OLJ
11/04/2016
L'élimination froide du Palestinien Abed al-Fattah Yusri al-Sharif, blessé et gisant au sol, par un soldat franco-israélien, a récemment soulevé une vague de condamnations par les associations de défense des droits du peuple palestinien, qui ont qualifié cet acte de « terroriste » et réclamé la déchéance de la nationalité française de son auteur. Comme à

chaque nouvel événement tragique, les mouvances propalestiniennes sont promptes à condamner les atrocités commises et rappeler leur ferme attachement aux droits historiques, légitimes et internationalement reconnus du peuple palestinien.

Mais au-delà d'une posture morale unanimiste, et bien que ce soutien reste largement rhétorique chez certains, le problème de fond réside essentiellement dans le cadre idéologique et politique qui éclaire la démarche de ces acteurs non étatiques. Hormis le fait que la cause palestinienne est souvent l'objet d'une utilisation partisane, lorsque l'on interroge la traditionnelle position des associations françaises de soutien à la Palestine, il ressort souvent une conception qui épouse, dans un réflexe inconscient sous-jacent, le discours politique élaboré par certains partis de l'extrême gauche française. Un discours qui reste enfermé dans une posture de type néocolonial malgré les apparences. Si ces forces de gauche les plus prégnantes exercent une véritable mise sous tutelle idéologique de la forme que doit prendre la lutte pour la concrétisation du projet national palestinien, toute la perversité du raisonnement découle de la conditionnalité du soutien de ceux qui manifestent avec force leur attachement au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
Ce discours n'a en effet vocation à soutenir les revendications des Palestiniens que dans une conception étriquée des intérêts de cette nation, et tant qu'ils ne se dissocient pas de la question sociale et de la lutte contre l'autoritarisme dans le monde arabe, placée au même plan que celle contre l'occupation. C'est donc en réaction à cette conception idéologique et politique des ardents promoteurs de la cause qui tend à déformer les véritables enjeux et la finalité de la lutte que pour la première fois en France est née une nouvelle initiative qui a pris la forme de l'association Comité Action Palestine remettant en cause les fondements idéologiques et politiques du mouvement de

solidarité, et esquissant une nouvelle voie : celle d'un soutien inconditionnel, indépendamment du projet politique et social porté par les acteurs de la société palestinienne.

Entreprise de délégitimation

Pour Tayeb Ben Badis, militant associatif et cofondateur du Comité Action Palestine, « la question de la nature du pouvoir est une question secondaire, ou une question qui se posera après la libération de la terre. La souveraineté d'un peuple est entière ou ne l'est pas. Aussi, poser un préalable au soutien à un peuple colonisé, à savoir poser la question de la nature du pouvoir et celle de la question sociale, c'est-à-dire demander des comptes sur le projet de société que les Palestiniens entendent mettre en œuvre, voilà une position clairement colonialiste qui sert l'occupant. C'est une stratégie de délégitimation de la lutte du peuple palestinien menée partout dans le monde et qui peut entrer en résonance avec l'ethnocentrisme des militants de gauche et d'extrême gauche, de culture islamophobe pour leur très grande majorité », juge-t-il. Selon lui, l'islamophobie reste, en règle générale, un élément idéologique structurant de cette vision du monde. L'autre problème de cette mouvance est qu'elle assume finalement un rôle non avoué de police de la pensée à travers le chantage à l'antisémitisme à l'encontre de ceux qui contestent sa position dominante. « Le rôle assigné historiquement à ces militants est le contrôle du mouvement propalestinien en France, en empêchant l'émergence d'un mouvement autonome porté par les descendants d'immigrés. Lors de la dernière guerre de Gaza, on a pu observer cette fracture entre ces militants de gauche et la jeunesse des quartiers populaires, bien évidemment plus radicale quant à son soutien à la résistance du peuple palestinien », explique Tayeb Ben Badis.

À contre-courant, le Comité Action Palestine pose donc clairement les principes du soutien à la résistance du peuple palestinien : condamnation du sionisme comme un mouvement

colonial et raciste; soutien à la résistance et à toutes les formes de résistance que se donne le peuple palestinien ; libération de toute la Palestine arabe. Des lignes politiques claires et des principes non négociables qui devraient constituer le préalable à tout discours et action de solidarité envers le peuple palestinien. Tayeb Ben Badis estime donc que ceux qui ont rejoint aujourd'hui les rangs de l'association Comité Action Palestine ont pris conscience d'une réalité historique : en France, un soutien inconditionnel et sans concession ne pourra émerger qu'en dehors des forces politiques classiques, porté par un mouvement autonome et structuré sur des principes antisionistes clairs et une base sociologique composée des couches populaires.

« Les débats sur la déchéance de la nationalité ou sur le voile islamique, par exemple, témoignent de ce rapport néocolonial qui fait des immigrés et des descendants d'immigrés un corps étranger, voire un ennemi de l'intérieur, que seule la force peut raisonner. Si comparaison ne vaut pas raison et si la France n'est pas la Palestine, il n'en demeure pas moins que les masses issues des anciennes colonies françaises (maghrébines pour l'essentiel) s'identifient spontanément au sort et au devenir du peuple palestinien. Pour les militants sincèrement propalestiniens, il ne s'agit rien de moins que de renverser les rapports qui prévalaient jusque-là : faire en sorte que ces masses deviennent l'avant-garde du soutien au peuple palestinien en se débarrassant de ces vieux militants de gauche et d'extrême gauche, et occidentalo-centrés », explique-t-il.

Pour ce militant associatif, l'urgence est aujourd'hui de sortir d'une perception de solidarité dont le fondement reste l'engament moral et humanitaire, posture renforcée depuis les accords d'Oslo.

http://www.lorientlejour.com/article/980222/cause-palestinienne-en-france-une-nouvelle-voie-extrapartisane-possible-.html

L’effondrement de l’Arabie saoudite est inéluctable

Dans cet article, Nafeez Ahmad, analyse avec clarté et précision les mécanismes économiques qui vont conduire de manière inéluctable à l’effondrement du régime saoudien. Il distingue en particulier deux tendances économiques profondes qui minent la légitimité de la famille régnante. D’un côté, avec la baisse prolongée du prix du pétrole, les recettes de l’Etat baissent et il devient impossible de poursuivre la politique de redistribution. D’autre part, l’augmentation de la consommation énergétique locale réduit de manière conséquente les capacités à exporter du royaume et donc ses recettes. La crise financière de l’Etat a dans ce contexte toutes les chances de se transformer en crise politique. Et au final, ce régime archaïque reposant sur une économie rentière, n’a-t-il pas été pris à son propre piège, celui de faire baisser les cours du baril pour affaiblir ses concurrents ?

Le mardi 22 septembre, Middle East Eye a révélé dans un article qu’un éminent membre de la famille royale saoudienne appelait à un changement à sa tête afin d’éviter la chute du royaume.

Dans une lettre diffusée auprès des princes saoudiens, son auteur, petit fils du défunt roi Abdelaziz Ibn Saoud, a reproché à l’actuel roi Salmane d’être à l’origine de problèmes sans précédent qui ont mis en danger la survie de la monarchie.

« Nous ne pourrons pas endiguer les pertes financières ni mettre un terme aux comportements politiques adolescents et

aux risques militaires à moins de changer les processus de prise de décisions, même s'il faut pour cela aller jusqu'à changer de roi », a averti la missive.

Qu'un coup d'État royal soit en préparation ou non – et les observateurs avertis considèrent une telle éventualité « fantaisiste » – l'analyse que cette lettre fait de la situation critique et pressante de l'Arabie saoudite est d'une précision saisissante.

Comme de nombreux pays de la région avant elle, l'Arabie saoudite s'apprête à faire face à un tourbillon d'épreuves corrélées qui, si l'on se fie à l'histoire, mèneront la monarchie à sa perte au cours de la prochaine décennie.

L'hémorragie de l'or noir

La question la plus épineuse est celle du pétrole. La principale source de recettes de l'Arabie saoudite est bien sûr l'exportation de pétrole. Au cours des dernières années, le royaume a procédé à des extractions en quantité record afin de maintenir sa production à flot, conservant des prix bas, ce qui a permis de freiner la concurrence des autres producteurs de pétrole dans le monde qui ne peuvent pas se permettre de rester dans la course en réalisant si peu de marges ; ceci a ainsi ouvert la voie vers la dominance pétrolière saoudienne.

Mais les réserves ont une durée de vie limitée pour une Arabie saoudite qui pompe à un rythme dément. Une nouvelle étude spécialisée parue dans le Journal of Petroleum Science and Engineering projette que l'Arabie saoudite va constater un pic dans sa production pétrolière, qui sera suivi par un déclin inexorable en 2028 – dans seulement treize ans.

Mais ce serait probablement sous-estimer l'étendue du problème. Selon le Modèle des pays exportateurs (MPE) inventé par le géologue pétrolier texan Jeffrey J. Brown et par le Dr Sam Foucher, la question principale ne concerne pas seulement la production de pétrole, mais la capacité à exporter la

production face à la croissance des taux de consommation à l’intérieur du pays.

Jeffrey J. Brown et Sam Foucher ont démontré que le point d’inflexion à surveiller était celui où un producteur de pétrole ne parvient plus à augmenter la quantité de pétrole vendu à l’étranger en raison de la nécessité de répondre à la demande croissante en énergie sur son propre territoire.

En 2008, ils découvraient que les exportations pétrolières nettes de l’Arabie saoudite avaient déjà entamé leur déclin depuis 2006. Selon leurs prévisions, cette tendance allait se poursuivre.

Et ils avaient raison. De 2005 à 2015, les exportations nettes saoudiennes ont connu un taux de déclin annuel d’1,4 %, en accord avec les estimations prévisionnelles de Jeffrey J. Brown et Sam Foucher. Un rapport publié récemment par Citigroup a prévu que les exportations nettes plongeraient jusqu’à zéro dans les quinze prochaines années.

De la fortune à la misère

Cela signifie que les recettes enregistrées par l’État saoudien, dont 80 % proviennent des ventes de pétrole, sont condamnées à la chute perpétuelle.

L’Arabie saoudite est le plus gros consommateur d’énergie de la région, la demande des ménages ayant grimpé de 7,5 % au cours des cinq dernières années – principalement en raison de la croissance démographique.

On estime que la population saoudienne totale va croître des 29 millions actuels à 37 millions aux alentours de 2030. Comme l’essor démographique absorbe la production énergétique saoudienne, la prochaine décennie verra probablement la capacité d’exportation pétrolière du pays se restreindre de plus en plus.

L’Arabie saoudite tente d’explorer la piste des énergies renouvelables afin de réduire la dépendance des ménages au pétrole, espérant ainsi libérer une partie de sa production pour la vendre à l’étranger et maintenir ses recettes.

Cependant, plus tôt cette année, la pression exercée sur les finances du royaume a commencé à se faire sentir lorsqu’a été annoncé un retard de huit ans sur le programme d’énergie solaire ayant coûté 109 milliards de dollars et qui était supposé produire un tiers de l’électricité du pays aux environs de 2032.

Les recettes de l’État ont donc subi les effets collatéraux de la stratégie royale inconsidérée qui visait à ralentir ses concurrents en matière de production pétrolière. Comme je l’ai rapporté dans un précédent article, c’est justement pour maintenir au plus bas les cours mondiaux du pétrole que l’Arabie saoudite a conservé une production élevée, torpillant la rentabilité de la prise de risques sur de nouveaux marchés pour ses concurrents, les autres pays de l’OPEP ou les industriels du gaz de schiste aux États-Unis.

Les finances saoudiennes n’ont pas échappé aux répercussions des diminutions drastiques des profits qui ont suivi – mais l’idée de départ était que les importantes réserves financières du royaume lui permettraient d’affronter la tempête jusqu’à ce que ses concurrents soient contraints de sortir du marché, tout incapables qu’ils seraient de compenser le manque de rentabilité.

Mais cela n’a pas encore eu lieu. Pendant ce temps, les considérables réserves de l’Arabie saoudite tombent à des niveaux sans précédent, chutant de leur pic de 737 milliards de dollars atteint en août 2014 à une valeur de 672 milliards de dollars en mai, soit une chute d’environ 12 milliards de dollars par mois.

À ce rythme, à la fin 2018, les réserves du royaume pourraient

atteindre la très basse valeur de 200 milliards de dollars, une éventualité que les marchés pourraient bien anticiper beaucoup plus tôt, ce qui déclencherait une fuite de capitaux.

Pour compenser cette prévision, l'approche du roi Salmane a été d'accélérer ses emprunts. Que se passera-t-il quand, au cours des prochaines années, les réserves s'épuiseront et la dette augmentera, tandis que les revenus générés par le pétrole resteront très limités ?

Comme dans le cas des régimes autocratiques tels que l'Égypte, la Syrie et le Yémen – qui doivent tous faire face à des degrés variables d'instabilité locale – quand les temps seront durs, les fastueuses subventions intérieures feront partie des premières dépenses dans lesquelles il faudra tailler. Dans les pays énoncés, les réductions successives des subventions en réponse à l'impact de la flambée des prix de la nourriture et du pétrole ont directement nourri le mécontentement, qui fut ensuite à l'origine des soulèvements du « Printemps arabe ».

La fortune pétrolière de l'Arabie saoudite, et sa capacité hors du commun à maintenir de généreuses subventions pour le pétrole, le logement, la nourriture et d'autres biens de consommation, jouent un rôle majeur dans la prévention des risques d'instabilité civile. Les subventions énergétiques couvrent à elles seules un cinquième du produit intérieur brut saoudien.

Points de pression

À mesure que les recettes subiront une contrainte grandissante, la capacité du royaume à maîtriser les dissidences à l'intérieur du pays faiblira, comme cela a déjà été le cas dans d'autres pays de la région.

Environ un quart de la population saoudienne est frappé par la pauvreté. Le chômage s'élève à environ 12 %, et il touche principalement les jeunes – 30 % d'entre eux sont sans emploi.

On projette que les changements climatiques vont accroître les problèmes économiques du pays, notamment en ce qui concerne l'eau et la nourriture.

Comme beaucoup de pays de la région, l'Arabie saoudite constate déjà les effets des changements climatiques, sous la forme d'une augmentation des températures à l'intérieur du pays, et de sécheresses touchant de larges portions de sa partie nord en raison de pluies insuffisantes. Vers 2040, on prévoit que les températures moyennes y seront plus élevées que la moyenne mondiale, et qu'elles pourraient augmenter de pas moins de 4° Celsius, tandis que la diminution des pluies pourrait encore s'aggraver.

Ces phénomènes pourront s'accompagner d'événements météorologiques extrêmes, comme les inondations de 2010 à Jeddah l'ont montré : l'équivalent d'un an de pluie est tombé en l'espace de quelques heures seulement. L'accumulation de ces changements pourrait avoir un impact dramatique sur la production agricole, qui doit déjà faire face aux défis soulevés par le surpâturage et les pratiques agricoles industrielles intenables à long terme, qui tendent à accélérer la désertification.

De toute façon, 80 % des besoins saoudiens en nourriture sont achetés via une importation largement subventionnée, ce qui signifie que, sans la protection représentée par ces subventions, le pays serait lourdement impacté par la fluctuation des prix de la nourriture au niveau mondial.

« L'Arabie saoudite est particulièrement vulnérable face aux changements climatiques en raison de la fragilité de la plupart de ses écosystèmes, de ses ressources limitées en eau renouvelable, et de son économie qui reste particulièrement dépendante des exportations d'énergies fossiles, alors qu'une importante pression démographique continue d'affecter la capacité du gouvernement à subvenir aux besoins de sa population », concluait en 2010 un rapport de l'Organisation

des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO).

Le royaume est l’un des pays du monde où l’eau est la plus rare, avec 98 mètres cubes par an et par habitant. La plupart de l’eau est extraite des nappes phréatiques, dont 57 % ne sont pas renouvelables, et dont 88 % sont utilisés pour l’agriculture. Les usines de désalinisation fournissent environ 70 % des réserves en eau du royaume.

Mais la désalinisation consomme beaucoup d’énergie, plus de la moitié de la consommation pétrolière du pays. À mesure que les exportations pétrolières diminuent, accompagnées des recettes de l’État, et que la consommation du pays augmente, la capacité du pays à recourir à la désalinisation pour subvenir à ses besoins en eau va diminuer.

Au bout du chemin

En Irak, en Syrie, au Yémen et en Égypte, on peut remonter la piste de l’instabilité civile et de la guerre totale à l’impact dévastateur du déclin du pouvoir étatique dans le contexte des sécheresses liées aux changements climatiques, du déclin agricole et du rapide épuisement des réserves pétrolières.

Malgré cela, le gouvernement saoudien a décidé que, plutôt que de tirer un enseignement de l’arrogance démesurée de ses voisins, il n’attendrait pas l’arrivée de la guerre mais commettrait l’acte insensé d’exporter directement la guerre dans la région pour étendre son hégémonie géopolitique et prolonger sa dominance pétrolière.

Malheureusement, ces actions sont symptomatiques de ces régimes qui se sont bercés d’illusions, s’empêchant de fournir une réponse rationnelle à la Crise de la civilisation qui fait s’effondrer le sol sous leurs pieds. Cette illusion collective consiste en une inébranlable conviction fondamentaliste, selon laquelle intensifier les échanges commerciaux résoudra les problèmes générés par ces mêmes échanges lorsqu’ils étaient

menés à un rythme normal.

Comme pour nombre de ses voisins, de telles réalités structurelles profondément enracinées sont le signe que l'Arabie saoudite est effectivement au bord de la déliquescence à long terme, processus qui pourrait débuter dans les années à venir et devenir parfaitement visible d'ici dix ans.

Hélas, ces quelques membres de la famille royale qui pensent pouvoir sauver leur royaume de son inévitable chute à l'aide d'un remaniement hasardeux à la tête du régime sont tout aussi aveuglés que ceux qu'ils cherchent à remplacer.

Nafeez Ahmad

Source : Oumma.com 12-12-2015

Pourquoi le Hamas et le Hezbollah restent quand même alliés ?

Cet article de Nicolas Dot-Pouillard et Wissam Alhaj, auteurs du livre en collaboration avec Eugénie Rébillard *De la théologie à la libération ? Une histoire du Jihad islamique palestinien*, analyse les relations politiques et stratégiques des deux grandes organisations de la résistance que sont le Hezbollah et le Hamas. Il montre en particulier que leurs relations ont été tumultueuses depuis l'apparition du conflit en Syrie, les deux organisations développant des lectures diamétralement opposées des enjeux de la guerre en Syrie. Si le Hamas a soutenu l'opposition syrienne, c'est qu'il l'associait aux différentes forces révolutionnaires qui agitaient le monde arabe depuis 2011, à l'instar des mouvements qui se sont produits en Tunisie ou en Egypte. D'autre part, son appartenance au courant des Frères musulmans le poussait à apporter son soutien aux groupes rebelles qui combattaient le régime d'Assad. En revanche, pour le Hezbollah, l'opposition syrienne n'avait rien de révolutionnaire mais réalisait l'agenda occidental d'affaiblissement ou de destruction de l'axe de résistance à l'impérialisme au Moyen-Orient. Malgré ces divergences de vue, les facteurs d'unité et de collaboration entre les Hamas et le Hezbollah semblent avoir été plus forts. Nicolas Dot-Pouillard et Wissam Alhaj proposent dans cet article d'une grande clarté les explications du maintien d'un lien fort entre le parti palestinien et le parti libanais en analysant les dimensions historique, politique et stratégique. Ils font ressortir en particulier la fracture qui existe au sein du Hamas entre une ligne partisane de l'alliance avec les pétromonarchies du Golfe et la Turquie et une autre ligne restant fidèle à

l’alliance avec le Hezbollah et l’Iran.

Le 18 janvier 2015, non loin de la ville de Quneitra, sur le plateau du Golan syrien, des hélicoptères israéliens tirent sur des véhicules transportant des membres du Hezbollah libanais et des Gardiens de la révolution iraniens. Douze d’entre eux sont tués dans l’opération. Quatre jours plus tard, le site internet de la télévision du Hezbollah, Al-Manar, publie deux lettres de condoléances adressées à Hassan Nasrallah, le secrétaire général du parti. La première est signée par Mohammed Al-Ddu Hamas affirment leur convergence stratégique avec le Hezbollah dans sa confrontation avec Israël.

Les condoléances adressées par le Hamas au Hezbollah apparaissent d’autant plus surprenantes que les activistes de la formation chiite libanaise ont été tués en Syrie, où ils sont, depuis 2012, déployés militairement auprès de l’armée gouvernementale. Le Hamas s’est, depuis la même époque, illustré par un soutien presque inconditionnel au soulèvement syrien et à l’opposition, dénonçant la présence militaire du Hezbollah en Syrie.

Dès février 2012, Haniyeh prononce un discours à la mosquée Al-Azhar au Caire, rompant avec la logique de conciliation entre le régime et l’opposition initialement adoptée par le mouvement palestinien. Surfant à l’époque sur la dynamique des processus révolutionnaires arabes, de la Tunisie à l’Égypte, s’appuyant sur la montée des Frères musulmans dans la région, le Hamas renforce alors ses liens avec le Qatar et la Turquie, s’éloignant un peu plus de Téhéran et du Hezbollah. En juin 2013, Khaled Mechaal, principal dirigeant du Hamas en dehors des territoires occupés, participe à une conférence de soutien à la révolution syrienne à Doha : le prédicateur égyptien Youssef Al-Qaradawi, principal théoricien contemporain de la mouvance des Frères musulmans, y prononce alors un discours

assassin à l'encontre du Hezbollah, qu'il nomme « *Hizb al-shaitan* » (« le parti du diable »), lui reprochant sa proximité avec les autorités syriennes.

Deux lectures de la crise syrienne

Le Hamas a toujours nié tout investissement militaire en Syrie, notamment dans les combats déchirant le camp de réfugiés de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, mais certaines sources font état d'une participation de combattants du Hamas aux côtés des forces armées de l'opposition syrienne. En juin 2013, c'est un jeune membre du Hamas, Muhammad Quneita, venu de la bande de Gaza et originaire du camp de Chati, qui décède lors de combats près de l'aéroport d'Idlib. L'été 2013, le quotidien libanais *Al-Akhbar* proche du Hezbollah et de la coalition libanaise du 8-Mars accuse le Hamas d'avoir participé à la bataille de Qoussair en Syrie, non loin des frontières libanaises, contre les troupes du Hezbollah et de l'armée gouvernementale syrienne : le Hamas aurait fait bénéficier les groupes armés de l'opposition syrienne de son expertise militaire en matière de construction de tunnels. Une information immédiatement démentie par le représentant du Hamas au Liban, Ali Barakat.

En 2012 et en 2013, Hamas et Hezbollah semblent se situer aux antipodes : leurs lectures de la conjoncture régionale diffèrent du tout au tout. Le Hamas parie sur un cercle vertueux : celui de révolutions arabes qui, tout en faisant tomber des régimes autoritaires, porteraient au pouvoir des forces politiques issues des Frères musulmans – desquels ils sont issus –, à l'image de l'Égypte ou de la Tunisie, renforçant sa position régionale dans le cadre de son opposition à Israël, mais aussi au Fatah. L'analyse du Hezbollah est parfaitement inverse : si le mouvement de Hassan Nasrallah applaudit en 2011 les révolutions tunisienne et égyptienne – certains de ses activistes étaient emprisonnés en Égypte jusqu'à la chute du président Hosni Mubarak pour leur

coopération militaire avec le Hamas dans la bande de Gaza –, il est plus que circonspect sur les dynamiques à l'œuvre en Syrie depuis le printemps 2011. Il accuse alors une partie de l'opposition syrienne, notamment le Conseil national syrien (CNS), d'être bien trop proche des chancelleries occidentales. De manière plus pragmatique, il s'agit pour le Hezbollah de préserver un *hinterland* syrien faisant office de base arrière militaire et de principale source d'approvisionnement logistique depuis le début des années 1990.

La rupture n'aura pas lieu

Le divorce annoncé entre le Hamas et le Hezbollah n'a pourtant pas eu lieu. Les deux organisations sont demeurées pragmatiques, s'accordant peut-être sur leurs désaccords, notamment syriens. En dépit de certaines rumeurs courant lors de l'année 2013, les dirigeants du Hamas résidant dans la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite et sous contrôle sécuritaire du Hezbollah, n'ont jamais quitté le Liban ; ainsi de Ali Barakat, représentant du mouvement, et de Oussama Hamdan, responsable des relations extérieures du Hamas. Téhéran s'est faite également la plus pragmatique possible : les contacts avec le Hamas n'ont jamais cessé, même si le soutien financier s'est à un moment raréfié, profitant à des formations palestiniennes comme le Mouvement du djihad islamique en Palestine où, à la gauche du spectre politique, au Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

Cette rupture avortée entre le Hamas et le Hezbollah s'explique aisément. Elle a d'abord ses raisons historiques : les deux mouvements collaborent de manière très officielle depuis le début des années 1990, en amont même de la relation que le Hamas a pu établir avec le régime syrien par le passé. En décembre 1992, 415 militants du Mouvement du djihad islamique en Palestine et du Hamas sont expulsés par Israël à Marj az-Zouhour au sud-Liban : le Hezbollah développe à l'époque des liens prégnants avec les cadres dirigeants du

Hamas exilés au Liban.

La relation est aussi politique. Certes, le Hamas est issu des Frères musulmans palestiniens, sunnites, et des mouvements de prédication islamique développés dès le début des années 1970 par le cheikh Yacine dans la bande de Gaza. Le Hezbollah, chiite, reconnaît quant à lui la *guidance* des ayatollahs iraniens Rouhollah Khomeyni, puis Ali Khamenei. Cependant, un fonds commun islamo-nationaliste, forgé dans l'opposition à Israël, les unit.

La relation est enfin matérielle et stratégique : elles s'inscrit surtout dans un temps long, que même les désaccords sur la Syrie n'ont pas suffi à abolir. La guerre israélienne contre Gaza de l'été 2014 est révélatrice. Lorsque les armes se taisent, des dirigeants du Hamas comme Mahmoud Zahar remercient explicitement l'Iran et le Hezbollah pour leur soutien logistique, financier et matériel au Hamas et aux brigades Ezzedine al-Qassam. Haniyeh qui a pu, en février 2012, dénoncer la politique de Bachar Al-Assad, salue à Gaza en décembre 2014, lors des cérémonies célébrant le 27e anniversaire du Hamas à Gaza, un Hezbollah pourtant allié du régime syrien. Depuis l'hiver 2014, plusieurs dirigeants du Hamas (Ali Barakat, Ousamma Hamdan, Muhammad Nasr) ont multiplié les réunions avec les directions du Hezbollah et l'Iran, en vue d'une visite attendue – mais toujours reportée – de Mechaal à Téhéran.

La permanence des relations entre le Hezbollah et le Hamas est enfin conjoncturelle – ce qui peut amener à en relativiser la portée. Pour le Hamas, la conjoncture politique a changé en deux ans dans l'ensemble du monde arabe. Le soulèvement syrien s'échoue sur des lignes de fractures miliciennes et confessionnelles sur lesquelles il peut désormais difficilement parier. Le soutien des Frères musulmans égyptiens au Hamas et la présidence de Mohamed Morsi ne sont, depuis l'été 2013, qu'un lointain souvenir : ils sont sous le

coup de la répression du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi. Le Hamas compte aujourd'hui sur une médiation saoudienne pour se réconcilier avec des autorités égyptiennes qui l'ont placé sur la liste des organisations terroristes. En Tunisie, le mouvement islamiste Ennahda s'est fait pragmatique, participant d'un gouvernement d'union nationale avec Nidaa Tounès – qui ne cache pas ses velléités de rétablir des relations diplomatiques avec Damas. Le Qatar, subissant les pressions du Conseil de coopération du Golfe (CCG), prend ses distances avec les Frères musulmans égyptiens.

Le Hamas est également dépendant des négociations qu'il doit mener avec les organisations politiques palestiniennes qui, sur le dossier syrien, sont profondément divisées. Il ne peut cliver avec l'ensemble d'entre elles sur la seule question des relations avec la Syrie, le Hezbollah ou Téhéran, situation interne oblige : le Hamas participe ainsi, depuis juin 2014, à un gouvernement d'union nationale avec le Fatah. Il s'associe, depuis 2011, à un « cadre de direction transitoire » *(Itar al-qiyadi al-mu'aqat)* de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans lequel il côtoie des organisations palestiniennes ne se reconnaissant pas dans le positionnement du Hamas sur la question syrienne. Pour le Hezbollah, le maintien d'un soutien politique et matériel à l'ensemble des mouvements palestiniens (dont le Hamas) est vital, en dépit des divisions sur la question syrienne. C'est une affaire de légitimité politique : il lui permet de prouver qu'il ne s'aligne pas uniquement sur un axe chiite courant de Beyrouth à Téhéran, mais qu'au contraire sa politique régionale transcende les appartenances communautaires entre sunnites et chiites. Et surtout, que son opposition à Israël n'est pas amoindrie par son investissement militaire en Syrie.

L'option turque, le rapprochement avec la présidence de Recep Tayyip Erdogan, soutien de l'opposition syrienne, reste encore séduisante pour le Hamas ; elle demeure cependant problématique. Khaled Mechaal passe pour un partisan d'une

alliance renforcée avec Ankara ; Mahmoud Zahar y est plus opposé. Il se fait le plus fervent défenseur d'un retour aux « maisons-mères » : le Hezbollah et l'Iran. Une partie de la direction du Hamas voit difficilement comment conjuguer logiquement rhétorique anti-impérialiste et rapprochement avec une Turquie membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Paradoxalement, l'option chiite reste pour le moment plus attractive. Une autre partie du Hamas compte sur la Turquie, le Qatar et, depuis quelques semaines, sur une Arabie saoudite qui renoue le dialogue avec les Frères musulmans dans la région, pour faire office de médiateur avec les principales puissances occidentales.

Une alliance incertaine

L'opposition syrienne doute désormais de l'orientation pro-révolutionnaire du Hamas, lui reprochant de plus en plus ses liens avec Téhéran et le Hezbollah. Dans un entretien pour le site internet de la chaîne Orient-News, l'un des principaux canaux télévisés de l'opposition syrienne, Melhem Daroubi, membre des Frères musulmans syriens pourtant idéologiquement proches du Hamas, dit du mouvement de Mechaal qu'il demeure pris *« entre le marteau du soutien iranien et l'enclume de l'oppression d'Al-Assad »*. Le Hamas n'a pas retiré tout soutien à l'opposition syrienne, mais ses médias tentent, avec difficulté, de conjuguer rhétorique révolutionnaire dénonçant le régime syrien et justification pragmatique d'un rapprochement avec Téhéran et le Hezbollah. En Syrie même, certains militants du Hamas critiquent, depuis quelques mois, le rapprochement de leur direction avec le Hezbollah et Téhéran.

Ni rupture, ni retrouvailles tout à fait fraternelles : la relation entre le Hezbollah et le Hamas est d'abord soumise aux aléas d'une conjoncture politique régionale particulièrement volatile. Le Hamas est pris entre deux feux. Par affinité idéologique, voire même confessionnelle, il se

retrouve proche de Frères musulmans égyptiens, tunisiens, syriens, ayant pris fait et cause pour le soulèvement syrien de 2011 et désirant couper les ponts avec le Hezbollah et Téhéran. Par souci pragmatique, il voit mal comment rompre avec un Hezbollah qui le soutient encore. La direction du parti chiite a défini une fine ligne tactique en ce qui concerne la question palestinienne : le Hezbollah dissocie visiblement le dossier syrien de ses relations avec le Hamas, fait fi des désaccords, en maintenant ses liens avec lui, y compris logistiques et militaires. Cette relation évite d'enfermer la situation régionale dans le seul cadre d'un conflit communautaire chiites-sunnites, sans pour autant l'invalider. La permanence d'un conflit israélo-arabe – et pas seulement israélo-palestinien – permet encore des rapprochements et des lignes d'alliances difficilement explicables par le seul paradigme communautaire. Dans leurs relations très contrariées, le Hamas et le Hezbollah montrent qu'au-delà de Damas et des polarisations confessionnelles entre sunnites et chiites que la crise syrienne suscite, le politique prime encore.

Nicolas Dot-Pouillard, Wissam Alhaj
09/03/2015
Source :http://orientxxi.info/magazine/pourquoi-le-hamas-et-le-hezbollah,0831

Les crimes de l'entité sioniste

Il y a 10 ans, le 22 mars 2004, le Cheikh Yassine, fondateur du Mouvement de la Résistance islamique Hamas, était assassiné par les forces d'occupation sioniste.

A l’occasion de cet anniversaire, le Comité Action Palestine souhaite rendre hommage à tous les leaders de la résistance palestinienne, assassinés par les forces coloniales juives en Palestine.

Le 20 janvier dernier à Dubaï Mahmoud al-Mabhouh, cadre du mouvement palestinien Hamas, est retrouvé mort assassiné dans sa chambre d’hôtel à Dubai. L’enquête conduira sur la piste du Mossad, les services secrets israéliens.
Sous les ordres du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, un commando de 26 agents portant tous des passeports occidentaux usurpés vont traquer, torturer et tuer le dirigeant palestinien.
A travers cette vidéo, nous voulons nous saisir de cet événement pour dénoncer et condamner les crimes perpétrés par l’entité sioniste, en mettant l’accent sur les assassinats des leaders de la résistance.
La violence extrême employée pour briser la résistance du peuple palestinien est un indicateur de la faiblesse de cette entité qui finira par disparaître sous les coups répétés de la résistance.

Communiqué du Comité Action Palestine suite aux attentats de Paris (novembre 2015)

Le terrorisme aveugle vient de frapper en France, et frappe quotidiennement des personnes innocentes partout dans le monde et en particulier en Palestine où le terrorisme d’Etat israélien sévit depuis près de 70 ans. Le Comité Action Palestine témoigne sa solidarité aux victimes et aux familles

des victimes. Cependant, il nous incombe de comprendre pourquoi le terrorisme frappe aujourd'hui en France de manière impitoyable, et en envisager les conséquences.
La société française paie les erreurs politiques du gouvernement qui a soutenu l'opposition syrienne, aveuglé par son objectif d'élimination du régime de Bachar Al Assad, son soutien inconditionnel à l'entité sioniste, et son alliance de fait avec les Etats de la région qui financent et arment les terroristes en Syrie et en Irak. Dans une logique « l'ennemi de mon ennemi est mon ami», le Ministre des Affaires étrangères avait déclaré en 2012 à propos d'une organisation syrienne issue d'Al Qaeda : « Al Nosra fait du bon boulot ». Le gouvernement français n'a pas anticipé les conséquences d'une telle stratégie. Celles où un jour « l'ennemi de mon ennemi devient mon ennemi », et frappe sans prévenir.
Le crime commis à Paris ne sera pas sans effet sur la minorité musulmane, qui souffre depuis bien longtemps de l'islamophobie alimentée par les politiques et les médias. On demandera encore une fois à la communauté musulmane de se justifier, de montrer patte blanche alors qu'elle est la victime de la politique à courte vue du gouvernement français au Moyen orient.
Il est aujourd'hui urgent d'exiger une politique qui condamne sans discrimination la violence impérialiste qui s'abat sur les peuples du Moyen orient, mais aussi ailleurs dans le monde, et qui, mécaniquement, finit par se retourner contre ses promoteurs. Le Comité Action Palestine a toujours dénoncé le terrorisme, qu'il soit l'œuvre d'une organisation ou d'un Etat. Il dénonce le terrorisme qui a frappé à Paris et aussi à Beyrouth, en Syrie, en Palestine où chaque guerre lancée par les sionistes fait des milliers de victimes palestiniennes. La violence aveugle qui frappe les peuples doit être partout condamnée.

Comité Action Palestine

16 novembre 2015

L’intifada des couteaux ou le renouveau de la résistance palestinienne

Article rédigé par le Comité Action Palestine

31-10-2015

Les nouvelles formes de la lutte du peuple palestinien que l’on a surnommées « intifada des couteaux » ont rompu avec les schémas classiques de la guerre israélo-palestinienne et par là même désarçonné au plus haut point l’ennemi sioniste, surpris par le changement de la donne de la résistance populaire. Une équation particulière des rapports de force avait progressivement pris forme sur la scène palestinienne depuis la libération de Gaza en 2005 et la prise du pouvoir par le Hamas en 2006 qui peut se résumer de la manière suivante : avec une récurrence moyenne de trois ans, le

pouvoir sioniste bombardait Gaza pour affaiblir la résistance, détruire les infrastructures et démoraliser le peuple notamment par les pertes civiles tandis qu'à l'inverse les Gazaouis profitaient des trêves pour perfectionner leur armement, leurs méthodes de lutte et obtenir des victoires militaires plus éclatantes. Cependant, si les factions palestiniennes et le Hamas en particulier ont montré leur capacité à repousser militairement les offensives militaires sionistes, il n'en reste pas moins qu'au niveau politique l'équation était caractérisée par un statu quo, une absence d'avancée pour les intérêts du peuple palestinien comme la levée du blocus ou l'arrêt des bombardements périodiques. L'isolement de Gaza sur la scène nationale et au niveau régional rendait impossible la conversion des victoires militaires palestiniennes en acquis politiques. Aucune des deux parties belligérantes n'avait les cartes en main pour porter un coup décisif et être capable d'imposer des conditions qui lui soient favorables.

L'Etat sioniste s'affaiblissait structurellement, incapable de gagner la moindre guerre depuis sa déroute au Liban en 2000 et pratiquait une fuite en avant en essayant de compenser son affaissement par des guerres visant à empêcher la résistance palestinienne de gagner en force. En effet, l'apogée de cet Etat colonial peut être située en 1967 lorsqu'il atteint son expansion maximale, colonisant toute la Palestine et annexant le Plateau du Golan Syrien et le Sinaï égyptien. En tant qu'Etat structurellement fondé sur la conquête territoriale – c'est ainsi qu'il a été bâti en 1948 – tout arrêt de la colonisation signifie en même temps qu'il a atteint sa limite. La fin dépend des potentialités portées par les origines et c'est ainsi qu'il faut comprendre le lent dépérissement de l'entité nommée Israël. En 1973, la confrontation militaire entre l'Etat sioniste et les armées arabes se solde par une absence de victoire pour l'une ou l'autre partie. Tandis qu'en 2000, Israël connait sa première grande défaite face à la résistance du Hezbollah. Et depuis cette date, l'armée

sioniste a enchainé les revers soit face à la résistance libanaise soit face à la résistance palestinienne. Il est possible d'isoler plusieurs facteurs expliquant le délai très court de la croissance de cet Etat ainsi que son lent déclin. L'Etat sioniste est une greffe des puissances occidentales dans la région à un moment où le reste du monde connaissait un processus de décolonisation. D'une certaine manière, cette sécrétion des impérialismes européen et américain nage à contre-courant des processus historiques, ce qui pourrait expliquer son ascension à la fois fulgurante mais aussi très courte sur l'échelle du temps. D'autre part, la structuration des résistances sur le plans national (l'OLP est créée en 1964) et régional ont concouru à précipiter la phase de déclin. Le caractère lent du dépérissement peut s'analyser par ce qui a fait la rapidité de son développement a savoir le rôle des puissances occidentales, leur soutien indéfectible et leur volonté de fer de maintenir une entité étrangère afin de contrôler une région déterminante pour la sauvegarde de leur domination. A cela, il faut ajouter un second facteur important qui réside dans la faiblesse du monde arabe, la trahison des Etats ou le chaos régnant dans certaines nations. Il n'en reste pas moins que l'Etat sioniste est un Etat dans l'agonie qui menait des guerres par le passé pour s'étendre et dominer et qui aujourd'hui lance des offensives pour éviter de perdre du terrain et assurer sa survie. Dans la mesure où la confrontation avec Gaza, ce petit bout de territoire, est devenu le conflit central de l'équation en Palestine occupée en dit long sur la faiblesse du pouvoir colonial, qui avec Netanyahu aux commandes n'est plus que l'ombre squelettique de l'Etat conquérant emmené par Ben Gourion.

A l'inverse, pour les Gazaouis, c'est leur isolement qui pesait comme une chape de plomb sur leurs efforts incessants pour créer une dynamique de victoires probantes sur l'ennemi. Seul un élément extérieur pouvait permettre de sortir de cette situation de blocage, élément provenant de la scène régionale ou propre aux autres composantes du peuple palestinien. C'est

de la seconde option qu'est venu le changement, de l'inventivité des peuples en lutte, des nouvelles méthodes de lutte enfantées par les Palestiniens de 48, d'Al Quds, de Cisjordanie, a savoir l'intifada des couteaux. Ce nouveau soulèvement des Palestiniens présente des causes à la fois structurelles et conjoncturelles. Au niveau structurel, c'est l'intensification de l'oppression, avec la colonisation galopante de la Cisjordanie et d'Al Quds, les tentatives de diviser le peuple palestinien en entité hétérogènes, la multiplication des injustices, des violences, des brimades, des humiliations. Au niveau plus conjoncturel, le facteur déclenchant de la révolte, c'est la volonté de faire main basse sur Al Aqsa, de judaïser les lieux saints dans l'objectif futur de détruire la mosquée et d'y édifier un temple juif que même le recours à des récits purement mythologiques a du mal à justifier. Or la mosquée d'Al Aqsa a une dimension symbolique forte à la fois parce qu'elle est le troisième lieu saint de l'islam mais aussi parce qu'elle est une sorte d'enjeu politico-culturel ou civilisationnel opposant la société arabe palestinienne au peuplement juif. En s'attaquant au patrimoine historique, en détruisant les mosquées, les églises, les cimetières, en déformant l'architecture des villes, que ce soit à Al Quds, à Al-Khalil, à Gaza ou dans tout le reste de la Palestine, l'objectif politique de l'occupant est clair et consiste à effacer l'identité des Palestiniens, supprimer toute trace de leur existence multiséculaire en terre palestinienne. La bataille d'al Aqsa, sa conservation ou sa destruction signifie dans l'imaginaire du peuple palestinien (et sans doute dans le réel) son maintien dans sa patrie ou sa disparition. A l'inverse pour les Juifs, la destruction d'Al Aqsa constituerait un point de non-retour dans le phénomène de colonisation alors que sa pérennité leur renvoie l'image plus ou moins nette que tôt ou tard ils devront regagner leur patrie originelle, l'Europe, les Etats-Unis, ou ailleurs dans le monde. La bataille d'Al Aqsa est une sorte de résumé de la guerre entre Palestiniens et Juifs de même que La Palestine

condense toutes les contradictions qui opposent les peuples du Sud aux Etats impérialistes du Nord.

L’intifada des couteaux, cette manifestation du génie populaire, modifie profondément l’équation de la lutte en Palestine dans la mesure où le pouvoir sioniste dont l’objectif premier était d’éradiquer la résistance à Gaza se trouve acculé à faire face à un mouvement populaire dans des régions qu’il croyait pacifiées, en Palestine de 48 (ce que les sionistes considèrent comme leur territoire ou Israël) et en Cisjordanie par la mise en place d’un pouvoir supplétif, l’Autorité palestinienne dont les services de sécurité se chargeaient de réprimer les Palestiniens. La première transformation que l’intifada des couteaux a produite, c’est de pousser le pouvoir sioniste à combattre un ennemi intérieur, de desserrer l’étau sur Gaza, de la placer de facto comme objectif de second ordre. C’est ainsi qu’il faut comprendre les appels au calme lancés par les dirigeants israéliens, qui cherchent à éviter que la situation ne dégénère en guerre civile et qui prouvent aussi l’état de stupeur dans lequel ils sont plongés. En même temps, cette nouvelle intifada réaffirme l’unité du peuple palestinien, la solidarité des autres composantes de ce peuple avec Gaza et démontre que toutes les tentatives de morcellement de l’ennemi sioniste ont été vaines.

Le deuxième changement dans l’équation c’est que le combat palestinien a lieu en dehors des organisations, n’implique pas les différentes factions de la résistance et donc place les dirigeants de l’entité sioniste dans le désarroi puisqu’ils comptent traditionnellement sur leur machine de guerre pour réprimer, massacrer, semer la terreur. L’ennemi n’est plus du tout identifiable, la supériorité aérienne n’est plus d’aucune utilité, et il devient impossible d’incriminer tel ou tel mouvement de résistance pour lancer une offensive. Il semble que plus cette guerre des couteaux se prolongera dans le temps et plus ses effets déstabilisants pour le régime sioniste

seront manifestes. Seules l'endurance et la résilience du peuple palestinien seront à même de faire plier le pouvoir colonial et de le pousser à des concessions majeures.

Enfin, le troisième changement, et non le moindre, c'est que désormais les attaques palestiniennes sont portées à la population coloniale et non pas seulement au pouvoir et à son armée. Très régulièrement, l'on entend dire dans les médias ou dans la bouche des analystes officiels qu'il ne faut pas s'en prendre aux populations civiles, que c'est du terrorisme, que ce sont des actes inqualifiables et tout le jargon-blabla. En réalité, il n'existe pas de population juive civile mais des colons juifs et tant que tels ils sont au fondement du système colonial qui oppresse chaque jour les Palestiniens. Le pouvoir israélien n'est que la synthèse politico-militaire des intérêts des puissances occidentales (les Etats-Unis en tête) et des intérêts des colons. La nature belliciste de cette société coloniale s'exprime au quotidien par la spoliation des terres et des maisons palestiniennes, par les violences et les brimades envers ceux qu'elle considère comme des êtres inférieurs, lors des offensives contre Gaza (2009, 2012, 2014) pendant lesquelles elle engageait le pouvoir sioniste à aller toujours plus loin dans les massacres et les destructions. C'est dans l'ordre colonial des choses que le colon juif opprime le palestinien et c'est lorsque ses intérêts sont menacés qu'il appelle à l'anéantissement de l'indigène. En suscitant la peur dans le camp colonial, l'intifada des couteaux produit plusieurs effets positifs. C'est d'abord un coup de poignard porté à l'arrogance du colon et l'être qui croyait en sa toute-puissance s'aperçoit dans la douleur de sa grande fragilité. D'autre part, dans la bataille démographique qui se joue entre les deux camps antagonistes, la frayeur du colon est un moyen de stopper l'émigration juive en Palestine. Par la même occasion, cela porte un coup terrible à l'économie israélienne en impactant très négativement le tourisme. Enfin, l'effet majeur réside dans les tensions générées au sein du pouvoir sioniste entre les clans représentant spécifiquement

les intérêts des colons (partisans d’une approche militaire ou riposte violente) et ceux qui tiennent compte de l’agenda du bloc occidental (partisans d’une approche plus politique ou temporisation).

D’une certaine manière, l’intifada des couteaux ouvre une ère nouvelle qui va être cruciale pour l’avenir des Palestiniens. Ce nouveau soulèvement témoigne d’une radicalisation croissante du peuple palestinien dans sa lutte pour la libération de la totalité de la terre arabe de Palestine. Mais l’ampleur de ses effets ne se feront sentir que si ce type de lutte s’inscrit dans la durée. Si cette révolte est un prélude à une insurrection générale, alors il est possible de dire que le temps est décompté pour l’Etat sioniste, que son espérance de vie se réduit comme peau de chagrin. En exhibant les drapeaux algériens à côté des drapeaux palestiniens, les résistants envoient un message clair au reste du monde. La colonisation de la Palestine est dans sa nature plus proche de la colonisation de l’Algérie que des autres formes de colonisation et la solution n’est autre que la décolonisation intégrale du territoire Palestinien. Dans l’histoire, trois modèles de colonie de peuplement ont prévalu : le modèle américain de génocide, le modèle sud-africain d’apartheid et le modèle algérien qui a abouti à la destruction du système colonial. Si d’emblée l’Etat israélien s’est édifié comme Etat juif, fondé sur la purification ethnique et l’expulsion des Palestiniens (5 millions de réfugiés), il n’a pas réussi son entreprise d’anéantissement de la société palestinienne à l’instar de la colonisation américaine. D’autre part, la colonisation en Palestine s’éloigne en plusieurs points du modèle sud-africain. Premièrement, le système colonial en Palestine repose davantage sur l’éviction des Palestiniens pour instaurer un peuplement juif que sur une exploitation-ségrégation de la main d’œuvre indigène. En second lieu, Israël et l’Afrique du Sud ne revêtent pas du tout la même importance géostratégique pour les puissances occidentales. Si les Etats occidentaux ont exercé une pression pour l’abandon

de l’apartheid politique, il ne semble pas en être question pour Israël qui joue le rôle d’Etat-gendarme dans la région moyen-orientale et même en Afrique. Enfin, la situation en Afrique du Sud ne correspond pas vraiment à une décolonisation car si l’égalité formelle au niveau des droits a été reconnue, le pouvoir réel appartient toujours à la minorité blanche et l’apartheid social fait toujours des ravages. L’expulsion des palestiniens, la poursuite de la colonisation, le morcellement des territoires laissés aux Palestiniens, les guerres permanentes, les violences quotidiennes, la purification ethnique des villes et des quartiers, toute cette oppression balaie toute possibilité d’une coexistence de deux Etats ou d’un pseudo-Etat binational où cohabiteraient le colon et le colonisé. Pour le peuple palestinien, seule l’indépendance totale est une solution vraie qui passe par la destruction du rapport colonial à savoir la destruction de l’Etat israélien et le démantèlement de la société coloniale israélienne. En ce sens, l’évolution historique ne laisse pas d’autre choix au peuple palestinien qu’une solution à l’algérienne.

Maintenant, si l’on analyse la dernière intifada du point de vue des organisations de la résistance, il est fort probable qu’elle puisse avoir des effets non négligeables à moyen terme. Historiquement, chaque intifada a eu des répercussions sur la popularité de telle ou telle faction palestinienne et sur le leadership. De la première intifada de 1987 a découlé le déclin du Fatah et l’ascension du Hamas. La deuxième intifada ou Intifada Al Aqsa (2000) a débouché sur le leadership du Hamas en tant qu’organisation à même de diriger les masses dans la voie de la résistance et notamment sur sa prise du pouvoir à Gaza en 2006. L’intifada actuelle est à l’inverse porteuse d’un risque important de déligitimation du Hamas pour plusieurs raisons. Le Hamas a d’abord multiplié les erreurs stratégiques depuis le début de la guerre en Syrie. Il a soutenu officiellement par la voie de certains de ses leaders comme Mechaal la rébellion en Syrie et officieusement en permettant à certains de ses combattants d’aller soutenir

les groupes rebelles. Le Hamas s’est ainsi retrouvé pris dans un conflit aux côtés d’Israël et des grandes puissances et contre ses alliés traditionnels que sont l’Etat Syrien, le Hezbollah et l’Iran. Ensuite, le Hamas n’a pas su valoriser ses victoires militaires contre l’ennemi sioniste, courant trop vite à la négociation ou utilisant au cours de ses mêmes négociations des alliés peu fiables pour les intérêts du peuple palestinien comme les régimes de Moubarak, de Morsi ou de Al-Sissi. Enfin, le Hamas veut absolument trouver un accord débouchant sur une trêve de longue durée avec l’ennemi sioniste, ce qui est d’une certaine manière un renoncement à la stratégie de résistance. La direction politique du Hamas s’est embourgeoisée, cherche à faire fructifier ses affaires dans le réduit de territoire qu’est Gaza, cherchant une solution négociée avec l’Etat juif qui éviterait les bombardements réguliers, faisant ainsi passer ses intérêts de classe avant ceux de la nation palestinienne. L’intifada des couteaux vient rappeler que le peuple n’a pas renoncé à la résistance et que toute organisation qui n’a pas bien reçu le message risque d’en payer le prix.

En définitive, le soulèvement actuel peut être analysé comme la résultante de deux phénomènes propres à la dernière décennie. Profitant d’un contexte régional chaotique, les sionistes ont étendu la colonisation et les spoliations en même temps qu’ils ont exacerbé l’oppression générale sur les Palestiniens. En second lieu, le peuple palestinien n’a pas obtenu de gains substantiels suite aux trois batailles de Gaza qui auraient permis de desserrer le joug colonial. L’intifada des couteaux est donc à la fois le produit et la réponse à une situation qui devenait intenable pour les masses populaires. Ce qui est certain, c’est que cette troisième intifada va modifier l’ensemble des rapports de force qui s’étaient constitués depuis la libération de Gaza dans un sens plus favorable à la résistance. La question qui reste posée est de savoir de quelle manière et dans quelle mesure les organisations palestiniennes vont pouvoir peser pour sur

l’ennemi sioniste pour le forcer à des concessions tangibles.

Comité Action Palestine

Intifada al-Quds en Palestine : Poursuivre le chemin de la libération

Intifada al-Quds en Palestine : Poursuivre le chemin de la libération

N°1 – Octobre 2015

Rim Al-Khatib

« Par la permission d’Allah, nous retournerons à Yafa, Haïfa, Akka, Safad… » (martyr Diya’ Talahme, assassiné fin septembre 2015, dans la ville d’al-Khalil, lors d’une manifestation en solidarité avec les murabitun et murabitat dans al-Aqsa).

L’Intifada al-Quds, dont certains situent le déclenchement au premier octobre, est la poursuite, à plus grande échelle, et de manière plus intense, de la révolte quasi-permanente des Maqdissis, depuis plus d’un an, depuis l’assassinat de Mohammad Abu Khdayr plus précisément, au mois de juin 2014. Depuis cette date, la ville d’al-Quds est devenue le champ d’affrontement à tous les niveaux entre les Palestiniens Maqdissis et les forces coloniales. Dans les rues et ruelles de la vieille ville, dans les bourgs et quartiers d’al-Quds, les jeunes se sont opposés à la terreur sioniste, celle qui consiste à tuer, arrêter, blesser, asperger d’eaux usagés, à lancer les grenades à gaz asphyxiant, écraser, détruire les propriétés palestiniennes, réprimer toute expression indépendante et expulser. Mais l’arrogance sioniste n’ayant pas de limite, les dirigeants de l’entité coloniale ont voulu profiter de l’absence de l’intérêt arabe et musulman pour la

Palestine, pour activer le plan de la judaïsation de la mosquée al-Aqsa. Tout au long des mois de 2014 et 2015, les occupants s'en sont pris à la présence musulmane dans la mosquée, en interdisant l'entrée des fidèles, en les soumettant à des contrôles humiliants, en arrêtant femmes et hommes aux portes ou à l'intérieur de la mosquée, quand ces derniers s'opposent aux profanations de la mosquée par les colons et officiels de l'entité, en émettant des dizaines d'ordres d'éloignement de la mosquée al-Aqsa, ou d'al-Quds, à des Palestiniens venus des territoires occupés en 48 ou à des Maqdissis. Al-Quds et la mosquée al-Aqsa sont menacés par la judaïsation. Ce fut la cause directe de la généralisation de la révolte palestinienne contre l'occupation.

Revenir aux premiers moments de l'Intifada al-Quds peut aider à comprendre son déclenchement. Les scènes de violence perpétrée contre les Murabitat (femmes gardiennes de la mosquée al-Aqsa), alors que les juifs entraient sous escorte sécuritaire, par centaines, dans la mosquée, prétendant qu'il s'agit de l'emplacement d'un temple juif, et le silence complice des dirigeants arabes et musulmans devant de tels actes provocateurs, ont poussé les Palestiniens à riposter comme il se doit : les opérations de poignard, la première menée le 3 octobre par le martyr Muhannad Halabi, membre de la Ligue estudiantine du Mouvement du Jihad islamique, immédiatement suivie par d'autres opérations semblables, les manifestations, jets de pierre et de cocktails molotov sur l'occupant dans les bourgs maqdissis, puis aux points de confrontation avec les forces armées de l'occupation en Cisjordanie, et notamment dans la ville d'al-Khalil et les camps palestiniens. Ce soulèvement dans al-Quds et quelques villes et villages de la Cisjordanie est accompagné par un soulèvement dans les territoires occupés en 48, principalement dans les villes et grands bourgs. Quelques jours après, les Palestiniens de la bande de Gaza affirment leur participation à l'Intifada en manifestant près la « zone sécurisée ». Les sionistes commettent un massacre en tirant : onze martyrs tombent.

Les causes de l'Intifada al-Quds sont multiples, et la défense de la mosquée al-Aqsa, comme lors de la seconde intifada en 2000, est le motif déclencheur. S'il faut établir un ordre dans l'énumération des causes, il faut placer en second lieu

les horribles crimes commis par les colons, restés impunis malgré les protestations de quelques dirigeants sionistes, poussant la colère palestinienne à son comble. Puis la colonisation rampante, les barrages humiliants, les arrestations par centaines, les guerres contre Gaza et le blocus maintenu, malgré les victoires militaires de la résistance palestinienne. Les discours creux de l'Autorité palestinienne et de son chef ont confirmé la nécessité de se prendre en main, et de ne rien attendre de la direction, d'autant plus que la division inter-palestinienne semble perdurer. Et pour clore, l'absence totale de la question palestinienne dans les discours prononcés à l'assemblée générale de l'ONU, le 29 septembre. Le fait de faire du 30 septembre « la journée du drapeau palestinien », saluée par l'Autorité palestinienne, est apparu comme une piètre mascarade qui ne répond en rien aux crimes de l'occupation coloniale.

Résistance palestinienne et répression :

Fin septembre, l'opération de la résistance palestinienne contre des colons de « Itamar » a prouvé qu'il était possible de mener des opérations armées en Cisjordanie, bravant la coordination sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et l'occupant. Bien que certains analystes essaient de la séparer des événements qui ont suivi, cette opération a signalé que la colère palestinienne est à son comble, surtout depuis l'immolation par les colons de la famille Dawabsheh, deux mois plus tôt. Mais c'est dans al-Quds occupée, dans les ruelles de la vieille ville, que l'opération de poignard menée par le martyr Muhannad Halabi, le 3 octobre, que le coup d'envoi est donné pour les futures opérations de poignard, malgré la vague répressive et meurtrière de l'occupation qui a suivi et qui se poursuit. Plus de 1200 Palestiniens sont arrêtés au cours de trois semaines d'Intifada, la plupart dans les villes d'al-Quds et d'al-Khalil. Selon les statistiques, 23% sont des enfants âgés entre 13 et 18 ans. Le nombre de blessés a dépassé les 2000, entre blessés graves et blessés légers, victimes des tirs à balle réelle, du gaz asphyxiant, et des brutalités de l'occupation. 64 martyrs sont tombés depuis le 3 octobre, dont 20 de la ville d'al-Khalil, 15 dans la ville d'al-Quds, 14 dans la bande de Gaza, où se rassemblent

régulièrement des jeunes, en soutien à l'Intifada al-Quds, et parmi eux 14 enfants de moins de 18 ans. Le nombre élevé des martyrs est dû au fait que l'occupant a intentionnellement exécuté des Palestiniens, surtout des jeunes et des enfants, prétendant qu'ils avaient l'intention de poignarder des colons ou des soldats sionistes. Tout comme il a préféré exécuter les résistants qui ont effectivement poignardé ou écrasé des colons, plutôt que de les blesser et de les arrêter. En procédant à leur exécution sur le terrain, les sionistes pensent d'une part pouvoir arrêter la révolte palestinienne, alors que le crime de l'exécution ne fait que raviver la colère et la détermination palestiniennes, et d'autre part, poursuivre leur politique d'extermination lente du peuple palestinien. Pour les sionistes, l'individu palestinien ne compte pas. Il faut mentionner que la tuerie exécutée sur les Palestiniens de Gaza, le 10 octobre, ressemble en tout point à celle executée en mai 2011 sur les réfugiés palestiniens, qui s'étaient regroupés aux frontières palestino-libanaises et dans le Golan, réclamant leur droit au retour en Palestine. Dans les deux cas, les dirigeants sionistes tirent dans la foule pour tuer. Ces tueries prouvent que les sionistes ont peur, même lorsque les Palestiniens avancent sans armes, vers les « frontières ». Juste le fait de marcher vers les « frontières » avec une possibilité de les franchir les rend hystériques.

Croyant pouvoir réprimer la colère des Palestiniens, les sionistes ont décidé de ne plus livrer les corps des martyrs aux familles, afin d'éviter les marches funèbres, qui sont souvent des manifestations contre l'occupant. Mais cette décision a suscité des manifestations réclamant les corps des martyrs.

L'hystérie bat son splein dans l'entité coloniale, avec 56 opérations de poignard exécutées par les résistants palestiniens, rien qu'au cours de ce mois d'octobre. Les opérations palestiniennes ont entraîné la mort de 11 sionistes, et blessé quelques centaines, parfois de manière indirecte, car elles ont entraîné une telle panique au sein des colons, vivant dans les territoires occupés en 1948 ou en 1967, que les sionistes se ruaient par les hublots des trains pour fuir des soit-disant menaces qu'ils voyaient partout. Ou alors, les sionistes se tiraient les uns sur les autres,

pensant qu'il s'agissait d' « Arabes ». Cet état de panique généralisée au sein de la colonie a eu des répercussions sur l'économie de l'entité, notamment dans al-Quds, même dans sa partie occidentale. La presse sioniste a consacré des articles à ce propos, mettant en avant que ce sont les petits et moyens commerçants sionistes dans la ville d'al-Quds qui ont « souffert » le plus de l'Intifada al-Quds.

Martyrs palestiniens tombés depuis le 3 octobre : 1 – Muhannad Halabi (al-Bireh), 19 ans ; 2 – Fadi Aloun (Al-Quds), 19 ans ; 3 – Amjad Jundi (Yata, Al-Khalil), 20 ans ; 4 – Thaer Abu Ghazale (Kfar Aqab, Al-Quds), 19 ans ; 5 – Abdel Rahman Ubaydullah (Camp Ayda, Bayt Laham), 11 ans (tombé le 5 octobre) ; 6 – Hudayfa Sulayman (Tulkarm), 18 ans ; 7 – Wissam Jamal (Camp She'fat, al-Quds), 20 ans ; 8 – Mohammad Jaabari (Khalil), 19 ans ; 9 – Ahmad Jamal Salah (Camp She'fat, al-Quds), 20 ans ; 10 – Ishâq Badran (Kfar Aqab, al-Quds), 16 ans (tombé le 10 octobre) ; 11 – Mohammad Sa'id Ali (Camp She'fat, al-Quds), 19 ans ; 12- Ibrahim Awad (Bayt Ummar), 28 ans ; 13 – Ahmad Sharaka (Camp al-Jalazon) 13 ans (assassiné le 11 octobre) ; Mustafa al-Khatib (Sour Baher, al-Quds), 17 ans (assassiné le 12 octobre) ; 15 – Hassan Manasra (Bayt Hanina, al-Quds), 15 ans ; 16 – Mohammad Shamasne (Qatana, al-Quds), 22 ans ; 17 Baha' Alaayn (Jabal Mukabber, al-Quds), 22 ans ; 18 – Alaa Abu Jamal (Jabal Mukabber, al-Quds), 33 ans ; 19 – Mu'tazz Zawahra (Bayt Laham), 27 ans ; 20 – Bassel Sard (al-Khalil), 20 ans ; 21 – Ahmad Sha'ban (al-Quds), 23 ans ; 22 – Riyad Dar Youssof (Ramallah) 46 ans ; 3 – Fadi Darbi (Jénine, décédé en détention), 30 ans ; 24 – Ihab Hanini (Bayt Fourik, Nablus), 19 ans : 25 – Iyad Awawdeh (al-Khalil), 26 ans ; 26 – Tareq Natché (al-Khalil), 17 ans ; 27 – Bayan Usayli (al-Khalil), 16 ans ; 28 – Fadl Qawasmeh (Al-Khalil), 18 ans ; 29 – Omar Faqih (Qatana, al-Quds), 23 ans ; 30 – Mu'tazz Uwaysat (Jabal Mukabber, al-Quds), 16 ans ; 31 – Muhannad Uqbi (Naqab), 21 ans ; 32 – Hoda Darwish (Issawiya, al-Quds), 65 ans ; 33 – Uday Musalma (al-Khalil), 24 ans ; 34 – Hamza Amleh (Bayt Ula, al-Khalil), 25 ans ; 35 – Hussam Jaabari (al-Khalil), 18 ans ; 36 – Bashar Jaabari (al-Khalil), 15 ans ; 37 – Mu'tazz Qassem (Izariya, al-Quds), vingtaine ; 38 – Hashim Hashim (al-Khalil), 54 ans ; 39 – Mahmoud Ghunaymat (Sourif), 20 ans ; 40 – Ahmad Kamil (Qabatya, Jénine), 17 ans ; 41 – Dania Irshid (Al-Khalil), 17 ans ; 42 – Saad al-

Atrach (al-Khalil), 20 ans ; 43 – Raed Jaradat (Sa'ir, al-Khalil), 22 ans ; 44 – Iyad Jaradat (Sa'ir, al-Khalil), 19 ans.
45 – Shadi Hussam Dawla (Gaza), 20 ans ; 46 – Ahmad Herbawi (Shaja'iya, Gaza), 20 ans ; 47 – Abd Wahidi (Shuja'iya), 20 ans ; 48 – Mohamad Raqab (Gaza), 15 ans 49 – Adnan Abu Alayan (Khan Younes, Gaza), 22 ans ; 50 – Ziyad Sharaf (Gaza), 20 ans ; 51 – Jihad Ubayd (Dayr Balah, Gaza), 22 ans ; 52 – Marwan Barbakh (Gaza), 13 ans (tombé le 10 octobre) ; 53 – Khalil Uthman (Gaza), 18 ans ; 54 – Nour Hassan (Gaza), 30 ans ; 55 – Rahaf Hassan (Gaza), 2 ans (bombardée le 11 octobre) ; 56 – Shawqi Ubayd (Bayt Hanoun) 37 ans ; 57 – Yahya Farhat (Shuja'iya, Gaza), 24 ans ; 58 – Mahmoud Hamida (Gaza), 22 ans ; 59 – Ahmad Sarhi (Gaza), 20 ans ; 60 – Yahya Karira (Gaza), 20 ans ; 61 – Khalil Abu Ubayd (Khan Younes), 25 ans.
62 – Izzidine Abu Shakhdam (al-Khalil) ; 63 – Shadi Qudsi (al-Khalil); 64 – Human Sa'id (al-Khalil), 22 ans

Déclarations : le refus de l'accord américano-jordanien-sioniste sur la mosquée al-Aqsa

Nombreux sont les responsables palestiniens qui ont riposté à l'accord conclu entre le sioniste Netanyahu, l'Américain Kerry et le régime jordanien, concernant la mosquée al-Aqsa. L'accord qui affirme revenir à la situation antérieure ne change rien en fait, puisqu'il autorise les sionistes et les étrangers à profaner la mosquée, et accorde aux sionistes le droit d'autoriser les fidèles palestiniens à entrer dans leur mosquée, s'ils montrent « patte blanche », c'est-à-dire s'ils prouvent qu'ils sont « paisibles », selon les critères sionistes. De plus, des caméras seraient installés tout autour de la mosquée, pour le contrôle des fidèles à l'intérieur de la mosquée. Dans cet accord, Netanyahu a effrontement menti, lorsqu'il a affirmé que les sionistes n'ont pas eu l'intention de modifier le statut de la mosquée al-Aqsa, ce qui est contredit par les manuels scolaires des sionistes où la mosquée al-Aqsa n'existe pas. Dans les déclarations de Netanyahu et de tous les sionistes, de gauche et de droite, , c'est toujours du « Mont du temple » qu'ils parlent, ne reconnaissant pas la présence de la mosquée al-Aqsa, ce qui confirme leur intention de la détruire.
Le Mouvement Islamique dans l'intérieur palestinien (occupé en

48) a commenté l’accord disant que « la « situation antérieure » que nous connaissons historiquement et que nous considérons comme étant une solution est l’entière souveraineté musulmane sur la mosquée al-Aqsa et la fin de l’occupation israélienne. » Le Mufti d’al-Quds, Mohammad Hussayn a pour sa part déclaré : « la mosquée al-Aqsa est une mosquée intégralement musulmane, et pour les musulmans seuls. Personne ne peut partager avec eux cette souveraineté et elle ne peut être soumise à des entretiens ou consultations ». Il a ajouté : « al-Aqsa subit des agressions menées par différentes parties israéliennes, avec le souien du gouvernement israélien et sa police. S’ils veulent s’éloigner de la mosquée et arrêter leurs agressions, qu’ils le fassent tous seuls, car nous ne participatons pas à ce genre de rencontres (proposition sioniste d’organiser une réunion conjointe). Al-Aqsa n’est pas soumis à la discussion entre musulmans et juifs, ou pour toute sortes d’initiatives. C’est une mosquée intégralement musulmane, aux Arabes et musulmans seuls, et les Juifs n’y ont aucun droit. »

Le président du « Conseil Islamique », sheikh Ikrima Sabri, a affirmé que le fait d’accepter d’installer des caméras de surveillance « israéliennes » dans la mosquée al-Aqsa et ses places, sous l’égide des Awqaf islamiques et les autorités de l’occupation, signifie accepter de collaborer avec l’occupation pour la gestion de la mosquée et des lieux saints dans al-Quds occupée, ce qui est très grave ». Il a poursuivi que les Palestiniens ne le permettront pas.

L’Autorité palestinienne, par la voix de son ministre des Affaires Extérieures, a déclaré que les caméras qui seraient installés sont prévues pour contrôler les Palestiniens. Cette déclaration a a uscité la colère des responsables jordaniens qui expliquent que les caméras sont conçues pour documenter sur les agressions sionistes, et qu’elles ne sont pas sous surveillance de l’entité coloniale, mais que « des équipes jordaniennes et israéliennes se mettront d’accord » sur la question, pour faire « régner le calme dans la mosquée ».

Le mouvement du Hamas a déclaré à ce propos qu’il est « nécessaire de confirmer l’état historique de la mosquée al-Aqsa, comme cela était avant l’occupation par l’entité israélienne de la mosquée et de la ville d’al-Quds, avant 1967, car il s’agit d’un lieu intégralement et exclusivement

musulman, et le département des Awqaf d'al-Quds est responsable de sa gestion, cela d'un point de vue juridique, légal et historique. »
Concernant la visite de Ban Ki Mon, en Palestine occupée, pour rencontrer les dirigeants sionistes et les Palestiniens, le député du mouvement Hamas, Isma'il al-Achkar a déclaré le 20/10 : « A mon avis, la visite du secrétaire général de l'ONU à l'entité sioniste vise à se rassurer sur la capacité de l'entité à supporter la révolution des poignards et l'intifada menée par les jeunes de notre peuple palestinien ». Il a dénoncé cette visite comme servant à propager les mensonges de l'occupation et à faire pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle arrête l'Intifada al-Quds. Cette position est partagée par l'ensemble de la classe politique et des mouvements de la résistance palestinienne, qui ont dénoncé la visite de Ban Ki Mon en affirmant que ce dernier cherche avant tout à arrêter l'Intifada, pour assurer les intérêts de l'occupation.

Analyses :

Dans un article paru le 27 octobre intitulé « Une fois encore, à propos des objectifs de la lutte palestinienne » Munir Shafiq, penseur arabo-palestinien, revient sur les objectifs de la révolution palestinienne et ses stratégies. Il affirme que le fait d'avoir introduit comme objectif la création d'un Etat palestinien est au centre de la crise vécue par le mouvement national palestinien. Car cette revendication a entraîné les concessions, d'autant plus qu'il s'agissait d'un Etat qui n'a pas sa base, la terre, qui est occupée. Cette revendication a été placée à la tête de toutes les autres, comme si le but était de fonder un Etat, et non de libérer la Palestine occupée. Pour l'auteur, les objectifs actuels sont clairs et ne réclament pas de longs débats : chasser l'occupant des territoires occupés en juin 1967, démanteler les colonies, libérer les prisonniers. Pour ce faire, la lutte palestinienne doit inclure la lutte armée, la résistance et les luttes populaires.
Dans un article paru le 21 octobre, l'ancien responsable au Fateh, Mu'in Taher, défend l'idée que la résistance armée n'est pas la « militarisation » de l'Intifada. En effet, depuis le début du déclenchement de l'Intifada, certains

intellectuels proches de l'Autorité palestinienne et de la gauche palestinienne ont mis en garde contre la « militarisation » de l'Intifada, considérant que cette militarisation nuira au mouvement populaire, mais ces intellectuels craignaient en fait l'utilisation des armes dans la lutte actuelle. Mu'in Taher répond en montrant la différence entre la résistance armée et la « militarisation », la première étant légitime et doit être présente aux côtés des luttes populaires, alors que la « militarisation » n'a pas lieu d'être, puisque c'est un phénomène maladif qui s'est plutôt retourné contre le peuple, l'apparition publique en armes ne signifie pas mener la résistance. La résistance armée peut et doit être le soutien de la lutte populaire, qui peut prendre des formes très différentes, comme organiser les comités de surveillance pour protéger les villages, couper les routes, boycotter les produits sionistes, arrêter de travailler dans les marchés sionistes, arrêter de payer les impôts, dénoncer ceux qui collaborent avec l'ennemi, etc… La résistance armée ne doit pas s'isoler des masses en lutte, sinon elle est vite encerclée par l'ennemi. C'est le peuple qui protège la résistance.
Dans un article daté du 28 octobre, intitulé « Kerry et la légalisation de la profanation d'al-Aqsa », le professeur Abdel Sattar Qassem dénonce le plan Kerry concernant la mosquée al-Aqsa, affirmant d'abord que les Etats-Unis sont des alliés de l'occupation et ne peuvent jouer le rôle de médiateur dans ce conflit. Pour lui, Kerry a légalisé la présence et profanation par les non-musulmans de la mosquée al-Aqsa, alors que les Nations-Unies avaient jusque là voulu maintenir un statu-quo. Mais les Etats-Unis sont allés contre ce statu quo en proposant que les juifs aient « droit de visite » dans la mosquée. Ce droit, seuls les Palestiniens sont autorisés à l'accorder à qui bon leur semble, et nul autre. En fait, la proposition de Kerry légalise, pour la première fois, au niveau international, le « droit » des Juifs à se trouver dans la mosquée al-Aqsa et d'autres lieux saints en Palestine. L'auteur compare la proposition de Kerry à la promesse Balfour, qui a d'abord proposé un « foyer », puis il y a eu le partage entre « Juifs et Arabes », puis toute la Palestine est sous occupation sioniste à présent. Il peut être de même pour la mosquée al-Aqsa, qui de « exclusivement

musulmane », passe à un « droit de visite », puis devient « juive et musulmane » pour finir « juive ».

Dans la presse sioniste :

La décision de Netanyahu de supprimer le droit de séjour aux Palestiniens de certains quartiers de la ville occupée suscite des remous dans la presse sioniste, notamment libérale comme Haaretz, tout comme l'ordre de bloquer certains quartiers (Jabal Mukabber, Issawiya) par des murs ou des blocs en béton. Cette dernière mesure est considérée comme allant à contre-courant de la déclaration de l'unification de la ville d'al-Quds. Pour certains analystes, al-Quds n'a jamais été unifiée (Est et Ouest), car les différences sont très vives entre les deux parties, non seulement par la population, mais aussi par les services fournis par la municipalité, la partie orientale d'al-Quds, occupée en 1967, reste très en-deça de l'égalité avec la partie occidentale. Si la presse sioniste rapporte généralement les opérations de poignard ou les prétendues opérations, justifiant les assassinats et les exécutions, elle souligne par ailleurs l'état de panique dans la société coloniale. La presse libérale essaie cependant de mettre en garde contre la répression des « Arabes israéliens » (les Palestiniens de 48), en les empêchant de s'exprimer « dans les limites fixées par les lois » sionistes, et de leurs députés, car une forte répression entraînera des dommages dans la « société israélienne ».

Le mouvement du Jihad islamique en Palestine et l'Intifada : remettre la Palestine en avant

Le membre de la Ligue estudiantine du « Mouvement du Jihad islamique », le martyr Muhannad Halabi, qui a annoncé sur sa

page Facebook, avant de mener son opération martyre, le déclenchement de la troisième intifada… nous rappelle ces jours-ci l'étincelle par laquelle le Mouvement (du Jihad islamique) a contribué à déclencher la première Intifada à la fin de 1987, avec le martyre du dirigeant Misbah Souri, suivi par un nombre de martyrs le 6 octobre de la même année : Sami Sheikh Khalil, Ahmad Halas et Zuhdi Qrayqe'.

Le Mouvement du Jihad a considéré et considère toujours que la riposte au silence, au complot et à l'élargissement de la colonisation, à l'intensification des agressions contre notre peuple et ses lieux saints, ne se mène pas par les communiqués, l'appel à trouver des solutions, la course aux règlements humiliants, mais par la véritable confrontation sur le terrain.
Que les éléments de ressemblance sont précis et clairs entre les ambiances de la première et seconde, et entre les ambiances de l'intifada actuelle ! Le peuple palestinien a beaucoup souffert du fait de la répression pratiquée par les sionistes, leurs tentatives de judaïser la mosquée al-Aqsa, l'expulsion et l'étouffement des citoyens, leur encerclement et la démolition de leurs maisons, l'arrestation incessante de centaines de jeunes et leur détention dans les prisons.
Le peuple palestinien a possédé tous les facteurs et les motifs de l'Intifada, ou la révolution contre l'injustice, l'oppression et la tyrannie. Sa volonté a rejoint la ligne, la voie et la manière d'agir du Mouvement du Jihad, formant ainsi ce flux puissant et torrentiel, qui représente une page lumineuse et glorieuse de l'histoire du peuple palestinien.
Il est vrai que toute phase de l'Intifada de notre peuple porte ses particularités et spécificités, liées à la nature de l'événement et des circonstances qui l'entourent. Mais il est également vrai que l'Intifada al-Quds actuelle porte de nombreuses significations. Elle a été déclenchée bien que le monde arabe soit préoccupé par ses problèmes et soucis, et le monde a ignoré l'appel lancé pour secourir notre peuple. L'intifada intervient aussi au moment où l'ennemi profite de la soumission entière de l'Autorité palestinienne et de l'effondrement des accords d'Oslo. Il a alors lancé ses meutes de colons en direction de la profanation des lieux saints, pour arriver au stade de tenter d'imposer une nouvelle

situation, qui prépare la destruction d’al-Aqsa et la construction du prétendu temple à sa place.
Le mouvement du Jihad islamique, qui a analysé la situation avec profondeur, a considéré que le projet de règlement a perdu toute sa justification et son prétexte en abandonnant la voie de la résistance et en s’égarant dans les dédales de la politique de négociations, à travers laquelle l’Autorité palestinienne n’a cueilli que les déceptions.
De même, il a réalisé que les Etats arabes se comportent avec la cause palestinienne comme une cause secondaire et même un poids dont il faut se débarrasser, ce qui a permis aux Etats occidentaux et à l’Administration américaine, plus précisément, de continuer à dédouaner les crimes commis par l’ennemi sioniste. C’est pourquoi le mouvement du Jihad islamique, considère que la solution réside dans l’Intifada et la résistance, et le soutien au peuple par tous les moyens, pour affronter la stérilité politique, la soumission et le désespoir, pour s’adresser au monde en inventant des moyens renouvelés pour frapper l’ennemi et ses projets.
L’Intifada, pour le Mouvement du Jihad, est née des profondeurs de la douleur, c’est une naissance issue de l’accumulation des événements, pour affronter toutes les formes de corruption, d’injustice et d’agression.
Sa principale manifestation est d’avoir replacé la Palestine en tant que cause centrale première du peuple palestinien, et de la nation arabo-musulmane, et d’avoir obligé le monde à se comporter avec la cause d’une manière différente.
Le Mouvement du Jihad a perçu très tôt, et a maintes fois mis en garde contre l’utilisation de l’Intifada dans le marché des concessions politiques, et non en tant que stratégie globale. C’est pourquoi le Mouvement a tenu à dénoncer et à dévoiler toute tentative de dévoyer l’Intifada de sa voie, et a agi et agit constamment aux côtés du peuple pour réaliser les principaux buts pour lesquels elle fut déclenchée.
Le principal objectif et le plus important que poursuit le Mouvement est la libération de la Palestine, de toute la terre palestinienne. Il sait parfaitement que la voie pour y arriver est semée par la douleur et les difficultés, et le Mouvement a payé, dans cette voie, une énorme quantité de sang, au moment où des dizaines de ses militants sont détenus dans les prisons de l’ennemi. Il considère normal que ce prix soit payé pour

ceux qui aspirent à la liberté et la libération.
Pour le Mouvement du Jihad, l'Intifada est un état populaire qui se propulse des profondeurs de la foi, des profondeurs de la souffrance dans la confrontation avec l'ennemi qui ne laisse aucun moyen répressif sans l'essayer, et qui réalise que plus il intensifie sa terreur et sa tyrannie, plus l'Intifada intensifie ses coups et sa violence.
Le Mouvement du Jihad islamique mise sur la volonté vive du peuple dans tous les affrontements et réalise que le déclenchement de l'Intifada aujourd'hui va se poursuivre jusqu'à parvenir au but recherché, qui est d'obliger l'ennemi à arrêter son agression, d'unifier la vision et la boussole envers la cause centrale, dimposer de nouvelles réalités sur le terrain, qui donnent à nouveau considération à la ligne et la voie de la résistance.
Tout comme la première et la seconde Intifada ont laissé des traces sur l'entité de l'ennemi, l'Intifada al-Quds a bousculé toutes les prévisions. Elle a suscité la peur et la division au sein des rangs sionistes, et a causé des crises économiques et psychologiques étouffantes, et elle a unifié le peuple palestinien et ses forces résistantes.
L'Intifada est, à notre avis, la découverte de soi et de l'identité, l'incendie dans la maison fortifiée, et par conséquent, la révolution de l'intérieur, la pureté de l'intérieur, a acquis sa place naturelle.
L'intifada a rapproché l'ensemble vers al-Quds, plus qu'à aucun moment antérieur.
Source : alqudsnews.net

Publié le 24-10-1015

Traduction : Baladi